

LES DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ MALIEN : Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises

THE DYNAMICS OF THE MALIAN PRIVATE SECTOR: Challenges in Business Formation, Development, and Financing

Dr Etienne Fakaba SISSOKO

Enseignant Chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSG)

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)

etienne@crapes.net / sissoke.of@gmail.com

Date de soumission : 28/09/2023

Date d'acceptation : 10/11/2023

Pour citer cet article :

SISSOKO E. F. (2023) «LES DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ MALIEN : Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 6 : Numéro 4 » pp : 1374 - 1396

Résumé:

Cet article examine les défis structurels et conjoncturels du secteur privé malien, un acteur essentiel du développement économique et social du pays. L'étude analyse les conditions de création, de développement et de financement des entreprises à partir d'un échantillon de 30 entreprises maliennes. Elle met en évidence les problèmes tels que les procédures complexes de création d'entreprise, les difficultés d'accès aux ressources essentielles comme l'électricité, l'enregistrement de propriété, et les barrières au financement. Les défis sont exacerbés par des crises diverses, dont l'insécurité, l'instabilité institutionnelle, la pandémie de COVID-19, et les sanctions économiques de la CEDEAO. Le Mali, classé 148ème sur 190 dans le rapport Doing Business 2020, illustre les défis auxquels les entrepreneurs maliens font face. L'article appelle à des réformes multisectorielles pour améliorer l'environnement entrepreneurial et soutenir le secteur privé malien dans son rôle de moteur de croissance.

Mots Clés : Secteur privé malien ; Défis de création ; Développement d'entreprise ; Financement ; Réformes économiques.

Abstract:

This article examines the structural and conjunctural challenges of the Malian private sector, a key player in the country's economic and social development. The study analyzes the conditions for creating, developing, and financing businesses based on a sample of 30 Malian companies. It highlights issues such as complex business establishment procedures, difficulties in accessing essential resources like electricity, property registration, and financing barriers. These challenges are exacerbated by various crises, including insecurity, institutional instability, the COVID-19 pandemic, and ECOWAS economic sanctions. Mali's ranking of 148th out of 190 in the 2020 Doing Business report illustrates the challenges faced by Malian entrepreneurs. The article calls for multi-sectoral reforms to improve the entrepreneurial environment and support the Malian private sector in its role as a growth engine.

Keywords: Malian Private Sector; Business Creation Challenges; Enterprise Development; Financing; Economic Reforms.

1. Introduction :

L'introduction de cet article explore le rôle essentiel du secteur privé dans le développement économique et social du Mali, particulièrement depuis l'adoption de politiques économiques axées sur le marché (PDES 2010, PLF 2024). Malgré son importance croissante, le secteur privé malien fait face à d'importants défis structurels et conjoncturels, exacerbés par des crises telles que l'insécurité, l'instabilité institutionnelle, la pandémie de COVID-19 et les sanctions économiques de la CEDEAO. Ces difficultés sont soulignées par le classement du Mali à la 148^{ème} place sur 190 dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque Mondiale (LFR 2023), mettant en évidence les obstacles majeurs au développement entrepreneurial.

Notre recherche se concentre sur les facteurs influençant la création, le développement et le financement des entreprises dans le secteur privé malien. Nous analysons les conditions de création d'entreprises, les stratégies de développement, ainsi que les modalités de financement, visant à comprendre comment ces éléments interagissent pour façonner les dynamiques entrepreneuriales du pays.

Pour cette étude, nous avons adopté une méthodologie mixte (qualitative et quantitative), en analysant un échantillon représentatif de 30 entreprises maliennes par la méthode des quotas. Cette approche nous a permis d'examiner en profondeur les expériences et les perceptions des acteurs du secteur privé malien face aux défis actuels.

Le plan de cet article est structuré comme suit : Après l'introduction, nous présentons une revue de la littérature et formulons nos hypothèses de recherche. Nous détaillons ensuite notre méthode et le processus de recueil des données. Les résultats sont analysés et discutés, mettant en lumière les implications politiques de nos découvertes. Nous abordons également les limites de notre étude avant de conclure avec les perspectives et recommandations pour le secteur privé malien.

Cette recherche vise à enrichir la compréhension des dynamiques entrepreneuriales au Mali et à offrir des perspectives éclairées aux décideurs, entrepreneurs et autres acteurs du développement économique.

2. Revue de littérature et formulation des hypothèses :

2.1. Revue de la Littérature

Cette revue de la littérature offre un aperçu approfondi des dynamiques qui caractérisent le secteur privé au Mali, en se basant sur diverses études et théories pertinentes. Elle débute par

l'analyse de Sissoko E. (2017) dans son travail *"Promotion du Secteur Privé et Croissance Économique au Mali"*, qui souligne l'importance cruciale du secteur privé dans l'économie malienne et appelle à des réformes pour un environnement d'affaires plus favorable. Sissoko E. (2018) poursuit sur cette lancée dans *"Asseoir les Bases d'un Développement Économique Harmonieux"*, plaidant pour un développement économique axé sur la stabilité, l'inclusion et la durabilité, et mettant l'accent sur la nécessité d'une croissance partagée.

La résilience du secteur privé face aux crises récentes est explorée par Khairi et Bennani Tannouche (2023), qui examinent les réponses positives du secteur privé à la crise du Covid-19, notamment en termes d'adaptation et d'innovation (Khairi & Bennani T. 2023). De façon similaire, Chadli et Aoujil (2023) se concentrent sur la résilience de l'économie sociale et solidaire pendant cette période, offrant des insights sur les pratiques de financement et de solidarité (Chadli et Aoujil, 2023).

La Banque Mondiale (2019) propose une vue d'ensemble des défis structurels rencontrés par le secteur privé malien dans son rapport *"Diagnostic Pays sur le Secteur Privé: Mobiliser le Secteur Privé pour une Relance et une Résilience Économiques"*, suggérant des stratégies pour renforcer la résilience. Les travaux de Buyoya (2023) et de Keita (2023) éclairent davantage le rôle du secteur privé dans la stabilisation de l'économie malienne et sa capacité à s'adapter en période d'insécurité.

La revue aborde également les obstacles majeurs liés à la bureaucratie et aux infrastructures. Berger et Udell (2006) confirment l'existence de barrières bureaucratiques significatives et d'un manque d'infrastructures, évoquant le besoin de simplifier les procédures administratives et d'investir dans le développement des infrastructures. Ayyagari, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2011) mettent en lumière les difficultés du système financier, en particulier les limites d'accès au financement, un facteur clé pour la croissance et la compétitivité des entreprises.

Malgré ces perspectives variées, un consensus se dégage sur la fragilité du climat des affaires au Mali, comme en témoigne le classement dans l'indice "Doing Business". Le manque de coordination entre le secteur privé et l'État, exacerbé par la fragmentation des structures publiques et un manque d'organisation au sein du secteur privé, est également un obstacle majeur.

Notre étude vise à enrichir cette littérature en offrant une analyse complète des défis spécifiques du secteur privé malien et en proposant des solutions pragmatiques pour améliorer la croissance et la résilience du secteur.

2.2. Formulation des Hypothèses

- ☞ **H1:** Les obstacles structurels, tels que les barrières bureaucratiques et le manque d'infrastructures, entraveraient sérieusement la création d'entreprises au Mali. Cette hypothèse suggère que les difficultés administratives et l'insuffisance des infrastructures constituent des barrières significatives pour les nouveaux entrepreneurs.
- ☞ **H2:** Les lacunes du système financier malien aggraverait les défis du développement et du financement des entreprises, limitant ainsi l'innovation et la compétitivité. Cette hypothèse postule que les faiblesses du système financier empêchent les entreprises de se développer pleinement et de rester compétitives sur le marché.
- ☞ **H3:** L'instabilité politique, la pandémie de COVID-19 et les problèmes de sécurité exacerberaient les difficultés existantes, affectant la performance et la stabilité financière des entreprises. Selon cette hypothèse, les crises politiques et sanitaires ainsi que les problèmes de sécurité ont un impact négatif direct sur le secteur privé.
- ☞ **H4:** Ces défis réduiraient la contribution du secteur privé à l'économie, soulignant la nécessité de la résilience et de l'adaptabilité pour surmonter ces obstacles. Cette hypothèse implique que, face à ces défis, le secteur privé doit développer une plus grande résilience et capacité d'adaptation pour jouer son rôle dans l'économie malienne.

Ces hypothèses formeront la base pour guider l'analyse et l'évaluation des dynamiques du secteur privé malien dans notre article, permettant une approche critique et structurée des défis liés à la création, au développement et au financement des entreprises dans le pays.

3. Méthode et recueil des données

Dans notre étude sur *"Les dynamiques du secteur privé malien : les défis de la création, du développement et du financement des entreprises"*, nous avons adopté une méthodologie mixte, combinant approches qualitatives et quantitatives. Cette approche mixte a été privilégiée pour sa capacité à fournir une compréhension holistique et nuancée des phénomènes étudiés, permettant une analyse à la fois des tendances générales et des expériences individuelles (Creswell & Plano Clark, 2011).

Pour l'échantillonnage, nous avons utilisé la méthode des quotas, choisissant 30 entreprises maliennes en fonction de leur répartition sectorielle dans l'économie malienne. Cette méthode a été préférée en raison de sa pertinence dans le contexte d'une étude non probabiliste, où il est essentiel de refléter la diversité du secteur privé malien (Bryman, 2016). L'échantillon

comprenait 12 entreprises du secteur primaire, 7 du secteur secondaire, et 5 du secteur tertiaire, ainsi que trois administrations publiques clés et deux banques commerciales locales.

Le recueil des données a été effectué à travers un questionnaire détaillé, complété par des entretiens semi-dirigés. Cette combinaison a permis de recueillir à la fois des données quantitatives et qualitatives, enrichissant l'analyse (Flick, 2018). Les questionnaires ont couvert divers domaines, tandis que les entretiens ont permis d'approfondir certains thèmes et d'obtenir des témoignages directs.

Pour l'analyse des données, nous avons adopté la méthode d'analyse par questionnement analytique de Paillé et Mucchielli (2016), appropriée pour les études de besoins et les recherches évaluatives portant sur les croyances et les motivations. Cette méthode inductive a permis aux thèmes et motifs d'émerger naturellement du matériel empirique, offrant une compréhension riche des défis du secteur privé malien (Paillé & Mucchielli, 2016).

Cette méthodologie mixte et notre choix de la méthode des quotas s'alignent avec les objectifs de notre recherche, visant à explorer de manière complète et diversifiée les dynamiques du secteur privé malien.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par groupe enquêté

Secteurs	Nombre
Primaire	12
Secondaire	7
Tertiaire	5
Administrations Publiques	3
Banques	2
Total	30

Source : Auteur

4. Présentation des Résultats :

4.1. Les principales tendances du climat des affaires

Notre étude, enrichie par les données de la Banque Mondiale, révèle des contraintes significatives dans la création d'entreprises au Mali. La procédure requiert en moyenne 5 étapes, et nécessite un capital initial équivalent à 55,1% du revenu par habitant, soit environ 873,79 USD en 2021. Ce processus est plus onéreux et complexe qu'en Australie (2 procédures) ou au

Bénin (8 procédures), soulignant les défis uniques au contexte malien (Banque Mondiale, 2021).

Le temps consacré à la création d'une société au Mali est de 42 jours, comparativement à 2 jours en Australie et 35 jours au Niger, illustrant la lourdeur administrative (Doing Business, 2020). Pour obtenir une licence, un entrepreneur malien doit suivre 17 procédures, à un coût de 4903 % du revenu par habitant, contre seulement 175,9 % au Sénégal (CEA, 2021).

Le processus de dédouanement au Mali exige en moyenne 8 documents, plus que les 5 requis en Côte d'Ivoire. Les réglementations compliquées et la faible protection sociale, ainsi que les taxes élevées et les infrastructures inadéquates, sont des obstacles majeurs (CEA, 2021).

En matière de permis de construction, le Mali impose 14 procédures, prend 124 jours et coûte 9,3% de la valeur totale du projet. Malgré un indice de contrôle de qualité élevé de 8,5, ces chiffres reflètent des lourdeurs bureaucratiques (Banque Mondiale, 2021).

L'accès à l'électricité est extrêmement difficile, avec un processus de 120 jours et un coût représentant 2573,6% du revenu par habitant. La fiabilité de l'approvisionnement est notée à seulement 4 sur 8 (Banque Mondiale, 2021). L'enregistrement de propriété implique 5 procédures et prend 29 jours, à un coût de 11,1% de la valeur de la propriété. L'indice de qualité de l'administration foncière est à 8 sur 30, indiquant un besoin d'amélioration (Banque Mondiale, 2021).

Le secteur du crédit est déficient, avec des indices de garanties et d'informations sur le crédit à zéro, et une couverture touchant seulement 3,5% des adultes, illustrant un environnement peu favorable au crédit (Banque Mondiale, 2022). La protection des investisseurs minoritaires est modérée, avec des indices de responsabilité des dirigeants à 7 sur 10, mais une divulgation des informations à seulement 4 sur 10 (Banque Mondiale, 2022).

Le taux d'imposition élevé, 54,5% du bénéfice brut, et la complexité du processus fiscal, nécessitant 276 heures de travail, représentent un fardeau significatif pour les entreprises (Banque Mondiale, 2021). Les entreprises maliennes font face à des défis importants dans le commerce transfrontalier, avec des coûts et des délais élevés à l'importation et à l'exportation, affectant leur compétitivité sur les marchés internationaux (Banque Mondiale, 2021). L'exécution des contrats au Mali est un processus long et coûteux, nécessitant 620 jours et coûtant 52% de la créance. La qualité des procédures judiciaires est notée à 5 sur 18 (Banque Mondiale, 2021).

Enfin, la résolution d'insolvabilité est problématique, avec un taux de récupération de 28,3 centimes sur le dollar, un délai moyen de 3,6 ans, et des coûts représentant 18% du patrimoine.

L'indice sur le cadre juridique de l'insolvabilité est à 9 sur 16, suggérant la nécessité de réformes (Banque Mondiale, 2022).

Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de performances du Mali dans le classement Doing Business.

Tableau 2 : Les indicateurs des performances du Mali dans le classement Doing Business

Créer une Entreprise					
Créer une Entreprise	Régulation	Nombre de procédures en moyenne	Temps de procédures (jours)	Coût consacré (% du revenu par tête)	Capital minimum requis (% du revenu par habitant)
	Guichet unique à travers l'agence pour la promotion des investissements	5	11	55,1	5,2
Permis de construction	Permis de construction				
	Régulation	Nombre de procédures en moyenne	Temps de procédures (jours)	Coût (% de la valeur de la construction)	Indice de contrôle de la qualité de la construction (0-15)
	-	14	124	9,3	8,5
Accès à l'électricité	Accès à l'électricité				
	Nombre de procédures en moyenne		Temps de procédures (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Indicateur de fiabilité de l'approvisionnement et de transparence des tarifs (0-8)
	4		120	2573,6	0

Enregistrement de propriétés	Enregistrement de propriété						
		Nombre de procédures en moyenne		Temps de procédure (jours)	Coût (% de la valeur du bien)	Indicateur de qualité de l'administration foncière (0-30)	
		5		29	11,1	8	
Accès au crédit	Accès au crédit						
		Indice de fiabilité des garanties (0-12)		L'indice relatif à l'entendue de l'information sur le crédit (0-8)	La couverture du registre La couverture du de crédit (% adultes)	Bureau de crédit (% adultes)	
		6		0	0	3,5	
Temps moyen pour être payé	-	-	-	-	-	-	-
Protection des investisseurs minoritaires	Protection des investisseurs minoritaires						
	Indice de la divulgation	Indice mesurant la Indice de la responsabilité	Indice de facilité des poursuites par	Indice de détention et de contrôle (0-10)	Indice de détention et de contrôle (0-10)	Indice de transparence des entreprises (0-10)	

	des informations (0-10)	des dirigeants (0-10)	les actionnaires (0-10)				
	7	1	5	4	2	2	
Niveau des taxes et facilité	Niveau des taxes et facilité						
		Paiements (nombre par année)		Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Indice postérieure à la déclaration d'impôts (0-100)	
		35		276	54,5	25,7	
Facilité pour payer les taxes	-	-	-	-	-	-	-
Délai à l'exportation Respect des procédures de commerce transfrontalier (en heure)	Facilité d'exportation						
	Coût à l'exportation: Respect des procédures de commerce transfrontalier (USD)	Délai à l'exportation : Respect des exigences en matière de documentation (en heure)	Coût à l'exportation: Respect des exigences en matière de documentations (USD	Délai à l'importation: Respect des exigences en matière de documentation (en heure)	Coût à l'importation: Respect des procédures de commerce transfrontalier (USD)	Délai à l'importation: Respect des exigences en matière de documentation (en heure	Coût à l'importation: Respect des exigences en matière de documentation (USD)
	48	242	48	33	98	545	77
							90

Faire respecter le droit des contrats	Faire respecter le droit des contrats					
			Temps (jours)	Coût (% de la créance)	Qualité des procédures judiciaires (0-18)	
			620	52,0	5,0	
Résolution d'insolvabilité	Résolution d'insolvabilité					
		Régulation	Taux de récupération (centimes de dollar américain)	Temps (années)	Coût (% du patrimoine)	Indice sur la pertinence du cadre juridique de l'insolvabilité (0-16)
	Code des impôts, loi n°06067/AN		28,3	3,6	18	9
Résolution des faillites	-		-	-	-	-

Source : Banque Mondiale (2020)

4.2. Récapitulatif des principaux défis :

Cette section présente des résultats détaillés sur les défis et dynamiques du secteur privé malien, couvrant de la création d'entreprise à sa pérennité. Nous explorons d'abord les obstacles à la création d'entreprise, illustrant les étapes clés du parcours entrepreneurial. Ensuite, nous examinons les défis opérationnels et managériaux, en mettant en avant les domaines nécessitant renforcement et soutien, y compris l'impact des initiatives gouvernementales. La question du financement est également abordée, en mettant en lumière les difficultés d'accès aux ressources financières et les relations avec le secteur bancaire. L'analyse s'étend au niveau sous-régional, permettant une compréhension approfondie des enjeux locaux et régionaux. Ces résultats visent à informer les décideurs, entrepreneurs et acteurs du secteur privé, pour stimuler la croissance et la prospérité du secteur privé au Mali.

4.2.1. Les défis liés à la création d'entreprise au Mali

Selon nos résultats, 71% des entreprises interrogées considèrent que la création d'une entreprise au Mali implique de multiples coûts administratifs liés aux formalités de constitution. Cette observation est corroborée par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA, 2021), qui note des procédures plus simples dans d'autres pays comme l'Australie et le Bénin.

De plus, notre enquête révèle que 48% des répondants jugent les formalités pour la création d'entreprises individuelles au Mali longues et coûteuses. Cette donnée est en accord avec les constatations de la CEA (2021) concernant la durée moyenne de l'immatriculation au Mali. Concernant la préparation des entrepreneurs, 64% admettent ne pas avoir rédigé de projet de création d'entreprise avant de se lancer, une tendance qui confirme les observations de Doing Business (2020) sur le manque de préparation stratégique.

L'absence de contrôle interne est un autre problème majeur, avec 97% des entreprises affirmant ne pas avoir recours à un agent ou un département d'audit, un constat qui résonne avec les rapports de la Banque Mondiale (2022) sur les pratiques de gouvernance des entreprises. Par ailleurs, la durabilité des entreprises est préoccupante, car 60% des chefs d'entreprise de notre échantillon disent être disposés à fermer leurs entreprises pour un emploi salarié plus stable, reflétant une perspective à court terme souvent soulignée par la Banque Mondiale (2022).

La lenteur des procédures judiciaires et administratives, jugée problématique par 82% de notre échantillon, est un écho aux préoccupations soulevées dans les rapports de Doing Business (2021). De même, la confusion quant au rôle de l'État dans l'économie, un sujet de

préoccupation pour 30% des entrepreneurs interrogés, trouve un écho dans les analyses de l'API (2023) sur la régulation économique.

Nos données montrent également que 67% des entrepreneurs considèrent les coûts notariaux comme prohibitifs, une situation aggravée par des taxes importantes, un point également mis en avant par Sissoko E. (2023). Enfin, 54% des participants indiquent que l'obtention d'agréments officiels pour certaines activités est un processus retardé, corroborant les observations de Sissoko E. (2023) sur les difficultés opérationnelles des entreprises maliennes. Ces résultats soulignent la nécessité d'une réforme structurelle et d'un soutien accru au secteur privé malien. Ils mettent en évidence l'importance d'une vision stratégique et d'une planification à long terme pour stimuler la croissance économique et assurer la durabilité des entreprises dans le pays.

4.2.2. Défis liés au management des entreprises maliennes

L'étude révèle une série de défis liés au management, mis en lumière par notre enquête. Un pourcentage élevé (89%) des entreprises interrogées estime que la prédominance des structures familiales limite leur capacité à accéder aux marchés financiers et à adopter des pratiques de gestion transparentes. Cette tendance, reflétée par des cas isolés de réussite comme les groupes Simaga ou la famille Azar, confirme les observations de Sissoko (2023) sur les limites des entreprises familiales dans l'économie malienne.

En outre, 73% des entreprises pointent du doigt la centralisation excessive de la prise de décision comme un facteur d'échec, une observation qui s'aligne sur les conclusions de l'API (2023) quant à l'impact négatif de cette centralisation sur l'efficacité organisationnelle. Parallèlement, 42% des entreprises soulignent l'absence d'un système d'informations comptables et financières fiables, une lacune confirmée par 100% des banques enquêtées (Échanges, notre enquête, 2023), ce qui souligne les difficultés de crédit et d'évaluation des investissements.

La vulnérabilité des entreprises maliennes en cas de crise est également une préoccupation majeure, avec 77% affirmant que l'absence de structures de gestion de crise a exacerbé les effets de récents bouleversements politiques et économiques, comme le coup d'État de 2020, 2021 et la pandémie de COVID-19 (Chadli et Aoujil, 2023). Cette vulnérabilité est renforcée par le manque de professionnalisation, souligné par 80% des entreprises opérant dans le secteur informel (CREDD 2023), et par la centralisation des services comme le guichet unique à Bamako, un obstacle particulièrement prononcé pour les entreprises régionales.

En ce qui concerne les ressources humaines, 80% des personnes interrogées jugent que les compétences disponibles sur le marché du travail ne correspondent pas aux besoins des entreprises, un décalage exacerbé par un manque de synergie entre le monde universitaire et le secteur privé (Notre enquête, 2023). Cette inadéquation est illustrée par le faible ratio d'ordinateurs par étudiant, soulignant la nécessité de mesures gouvernementales pour la défiscalisation de l'importation de matériel informatique à usage éducatif.

Enfin, la concurrence déloyale et le monopole abusif, exacerbés par la porosité des frontières et des exonérations fiscales injustifiées, nuisent aux opérateurs économiques, particulièrement dans des secteurs comme le bâtiment et l'importation de véhicules (CEA, 2022). De plus, bien que la formation continue soit reconnue comme un droit par 100% des entreprises enquêtées, elle est souvent négligée en raison de l'opacité des financements par le FAFPA et des cotisations sociales insuffisantes (API, 2023).

Cette analyse révèle que les défis liés au management dans le secteur privé malien sont complexes et multiformes, allant de la structure familiale des entreprises à la professionnalisation et à la gestion de crise. Ces constatations sont le signe de la nécessité d'une réforme en profondeur et d'une approche plus stratégique pour renforcer la résilience et la compétitivité des entreprises maliennes dans un environnement économique en évolution.

4.2.3. Défis liés au financements des entreprises

Le financement des entreprises maliennes fait face à plusieurs défis structurels. Selon notre enquête, 55% des entreprises estiment que **les banques manquent de produits financiers** adaptés à leurs besoins spécifiques. Cette insuffisance, couplée à une faible connaissance du secteur privé malien par les institutions financières (60%), limite significativement les options de financement disponibles. De plus, 70% des entreprises pointent un manque d'initiatives de soutien de la part des banques, exacerbé par leurs propres difficultés financières.

L'absence d'un cadre d'accompagnement pour les entreprises en difficulté est également préoccupante, avec 79% des sondés estimant que le cadre légal et réglementaire malien est insuffisamment défini. Sissoko (2023) souligne l'intérêt d'intégrer des mesures telles que l'amnistie fiscale et la création d'une banque publique d'investissement pour soutenir ces entreprises.

La levée de fonds représente un autre défi majeur, avec 82% des entreprises confrontées à des difficultés en raison de l'absence ou de l'insuffisance de garanties. Cette situation est aggravée

par la sous-évaluation des coûts et une dépendance excessive envers les emprunts (42%), ainsi que par le durcissement des conditions de prêt (51%).

Les conditions d'accès au marché obligataire sont également restrictives pour les entreprises maliennes, comme l'indique la BRVM (2021). Une capitalisation boursière minimale élevée et des exigences strictes en matière de certification financière limitent l'accès à ce marché.

Concernant la structure financière des entreprises, 84% des chefs d'entreprises sont réticents à rechercher des actionnaires extérieurs, limitant ainsi leur capacité à augmenter leurs fonds propres. De plus, 31% des entreprises, à l'exception des filiales de grandes sociétés internationales, manquent de structuration organisationnelle et financière. Cette insuffisance explique les difficultés de collaboration entre les banques et les PME.

La mobilisation de financements bancaires et obligataires est entravée par un manque de flexibilité de la Banque Centrale et des taux d'intérêt parfois peu favorables (34% des enquêtés). La faible surface financière des entreprises, combinée à des risques de contreparties élevés (78%), complique davantage la situation.

Les entreprises maliennes font également face à des défis fiscaux, avec 100% des enquêtés reconnaissant un système fiscal oppressif et peu dynamique. L'absence de transparence dans l'allocation des exonérations fiscales (71%) crée une concurrence déloyale, exacerbée par l'instabilité institutionnelle et normative (API, 2023).

Enfin, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, bien qu'elle ait piloté des initiatives importantes, est critiquée pour son manque de soutien régulier aux entreprises (Rapport annuel du Patronat du Mali, 2022). Pour 67% des sondés, la réactivation du cadre de concertation gouvernement-secteur privé est nécessaire.

Notre étude révèle que les défis de financement dans le secteur privé malien sont multiples et complexes. Ils nécessitent une approche coordonnée impliquant à la fois les banques, les institutions gouvernementales et le secteur privé pour améliorer l'accès au financement, renforcer la structure organisationnelle et financière des entreprises, et créer un environnement fiscal et réglementaire plus favorable.

4.2.4. Défis sous-régionaux du secteur privé Malien dans le contexte de l'UEMOA

Un des problèmes majeurs est l'absence d'une politique efficace de promotion des produits "Made in Mali" dans la sous-région. Selon Sissoko (2018), la préférence pour les produits importés au Mali contribue à une balance commerciale déficitaire, avec environ 80% des produits de première nécessité importés. Cette tendance est confirmée par la note de

présentation du Mali de UEMOA Titres (2022), qui souligne la faible consommation de produits locaux.

En ce qui concerne les politiques monétaires régionales, il est nécessaire d'adapter ces politiques pour mieux soutenir le secteur privé dans les États membres de l'UEMOA. Par ailleurs, 100% des personnes interrogées regrettent l'absence de structures publiques dédiées à l'accompagnement des entreprises maliennes dans le commerce extérieur, à part l'Agence pour la Promotion des Investissements (API, 2023). La création d'une entité étatique pour aider les entreprises maliennes à négocier des marchés internationaux pourrait être bénéfique. Une réforme de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence est suggérée pour combler ce manque.

L'impact des conditions économiques mondiales est également un défi important pour le Mali, comme pour de nombreux autres pays. Les fluctuations économiques mondiales, les crises financières internationales et les changements dans les politiques commerciales internationales peuvent influencer significativement l'économie malienne.

Un autre défi est l'absence d'un centre dédié aux solutions alternatives de règlement des conflits, y compris la médiation, la conciliation et l'arbitrage. Au Mali, le désengorgement des tribunaux des litiges commerciaux est essentiel. Le système judiciaire traditionnel ne répond pas toujours efficacement aux besoins temporels des investisseurs, d'où la nécessité de ces solutions alternatives.

Les défis sous-régionaux du secteur privé malien dans le cadre de l'UEMOA sont divers et nécessitent des solutions intégrées. De la promotion des produits locaux à l'adaptation des politiques monétaires régionales, en passant par la création de structures de soutien pour le commerce extérieur et l'instauration de méthodes alternatives de résolution des conflits, chaque défi requiert une attention spécifique pour améliorer la position du Mali dans l'économie sous-régionale.

5. Discussion des résultats et validation des hypothèses

5.1. Discussions des Résultats

L'examen de nos données à travers le prisme de la littérature existante et du contexte spécifique de notre étude nous a permis de valider ou de rejeter nos hypothèses préliminaires. En ce qui concerne la première hypothèse relative aux barrières bureaucratiques et au déficit d'infrastructures, nos résultats corroborent cette assertion. Les données recueillies illustrent avec acuité que les entrepreneurs maliens sont confrontés à d'importantes barrières

bureaucratiques, ainsi qu'à un manque flagrant d'infrastructures, un constat en accord avec les observations de Berger et Udell (2006). Cette situation est d'autant plus complexe dans le contexte malien en raison des difficultés administratives engendrées par un environnement réglementaire particulièrement complexe.

En outre, l'hypothèse concernant les insuffisances du système financier malien est également confirmée par notre étude. Il ressort de nos recherches que les défis liés au système financier, spécifiquement l'accès restreint au financement, freinent significativement le développement et la compétitivité des entreprises maliennes. Ces conclusions s'alignent avec les recherches d'Ayyagari, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2011), mettant en lumière que ces difficultés sont exacerbées au Mali par des facteurs tels que l'instabilité économique et une infrastructure financière inadéquate.

S'agissant de l'impact de l'instabilité politique, de la pandémie de COVID-19, et des problèmes de sécurité, nos résultats appuient cette hypothèse. L'analyse indique que ces défis aggravent les contraintes pesant sur le secteur privé, perturbant les opérations commerciales et amplifiant l'incertitude économique. Néanmoins, il convient de noter que ces difficultés, bien qu'importantes, n'ont pas entièrement éclipsé la contribution du secteur privé à l'économie malienne. Nos résultats révèlent la résilience et la capacité d'adaptation remarquables des entreprises maliennes, qui maintiennent une contribution significative à l'économie malgré les obstacles rencontrés.

Notre recherche confirme non seulement les défis structurels et financiers largement documentés dans la littérature relative aux PME, mais met aussi en exergue des difficultés spécifiques aux entreprises maliennes. Ces constatations soulignent l'urgence d'élaborer des stratégies adaptées au contexte malien pour soutenir le développement du secteur privé. Elles suggèrent également la nécessité de recherches futures axées sur l'identification de solutions innovantes et adaptées à la réalité malienne.

5.2. Cas d'étude : La problématique du financement des PME

Comprendre l'interaction entre les PME et les institutions financières est essentiel pour appréhender les dynamiques économiques au Mali. Une stratégie clé dans ce cadre est le partage des risques avec d'autres institutions, qui non seulement aide les banques à minimiser les pertes potentielles, mais sensibilise aussi d'autres bailleurs de fonds aux défis uniques des PME (Berger & Udell, 2006). Des approches telles que l'utilisation de lignes de garantie de portefeuille permettent une plus grande flexibilité dans le choix des PME à soutenir.

L'introduction de départements spécialisés au sein des banques, axés sur les besoins des PME, est une autre solution viable. Cette spécialisation, illustrée par des initiatives comme celles de la Banque Of Africa Mali en collaboration avec la Société financière internationale (SFI), permet une approche plus ciblée et efficace (Mersland & Strøm, 2010). Ces départements se concentrent sur des critères adaptés aux PME, tels que l'évaluation de l'activité et des revenus attendus des entreprises.

La diversification des instruments de financement, incluant le crédit-bail et l'affacturage, constitue une autre voie à explorer. Bien que leur intégration puisse se heurter à des obstacles culturels et réglementaires, ces outils offrent des alternatives précieuses de financement pour les PME (Klapper, Laeven & Rajan, 2006).

Il est également recommandé que les autorités, en collaboration avec les institutions financières, élaborent des rapports d'études annuels sur la performance des banques dans l'octroi de crédits aux PME et PMI. Ces études pourraient s'étendre à l'analyse de l'impact sur les jeunes entrepreneurs, offrant ainsi une perspective plus large sur le paysage entrepreneurial (Bruton, Khavul & Siegel, 2015).

Enfin, il y a un potentiel considérable dans le développement de nouvelles formes de garanties pour les PME. À côté des garanties immobilières traditionnelles, l'exploration de cautions conjointes ou la création de sociétés de caution mutuelle pourrait offrir des solutions de financement plus adaptées (Udell, 2015).

Le renforcement de la concurrence entre les banques et les sociétés d'assurances est crucial pour stimuler l'innovation et l'engagement envers les PME. De même, la création d'un cadre légal, juridique et fiscal plus solide est essentielle pour favoriser une meilleure coopération entre les banques et les PME (Claessens et al., 2016).

6. Conclusion et Implication managériale

Cette étude a approfondi la compréhension du secteur privé malien, centrée sur les défis de création, de développement et de financement des entreprises. L'objectif était de dégager une compréhension claire des obstacles et des opportunités spécifiques à ce secteur, en tenant compte des diverses perspectives des acteurs économiques et financiers. Nos résultats ont mis en lumière les défis opérationnels, de viabilité, et de financement, soulignant l'importance d'une collaboration intersectorielle pour un environnement d'affaires plus propice.

Nos hypothèses initiales sur les barrières bureaucratiques et le déficit d'infrastructures, ainsi que sur les insuffisances du système financier malien, ont été confirmées. Cela correspond aux

constatations de Berger et Udell (2006) et d'Ayyagari, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2011), démontrant que ces facteurs entravent significativement le développement des entreprises maliennes. En outre, l'impact de l'instabilité politique, de la pandémie de COVID-19, et des problèmes de sécurité a été également corroboré, révélant la résilience et l'adaptabilité remarquables des entreprises malgré ces défis (Khairi et Bennani Tannouche, 2023).

Nous l'avons vu, l'étude sur le secteur privé malien offre des implications politiques et managériales pertinentes, suggérant une approche proactive pour relever à la fois les défis immédiats et jeter les bases d'un développement économique durable et inclusif. Ces propositions, si mises en œuvre, pourraient transformer de manière significative le paysage économique malien.

Sur le plan structurel, l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle est cruciale. Investir dans la qualité de l'éducation, tout en promouvant des partenariats entre les établissements d'enseignement et les entreprises, répondrait aux besoins du marché du travail et renforcerait les compétences nécessaires dans le secteur privé (Porter & Kramer, 2011). De même, l'investissement dans les infrastructures de transport et de communication, ainsi que le développement de zones industrielles, serait essentiel pour réduire les coûts de production et attirer les investissements. Le développement du secteur financier, y compris le renforcement du secteur bancaire et la diversification des sources de financement, est également impératif. Cela améliorerait l'accès au financement pour les PME, un facteur clé pour leur croissance et leur compétitivité (Beck et al., 2008). Parallèlement, la promotion de l'innovation et de la recherche et développement est fondamentale pour stimuler la compétitivité et la croissance économique (Schumpeter, 1942). Encourager les entreprises à investir dans ces domaines et créer des centres d'innovation et des incubateurs pourrait dynamiser le secteur des startups et des PME innovantes.

L'amélioration de la gouvernance d'entreprise, en promouvant les meilleures pratiques et en renforçant les capacités des dirigeants, est également primordiale pour assurer la transparence, la responsabilité et une gestion stratégique efficace (Cadbury, 1992).

Sur le plan conjoncturel, le soutien aux entreprises impactées par les sanctions économiques et la COVID-19 est essentiel. Des mesures telles que des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions peuvent aider à atténuer les effets de la pandémie et des sanctions (Bartik et al., 2020). Stimuler la demande intérieure à travers des programmes de relance de la consommation et des incitations fiscales est également crucial pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages (Bernanke, 2015, Sissoko E. Dembélé K.. 2023).

Le soutien à l'exportation, en renforçant les programmes d'aide et en améliorant les services de conseil aux exportateurs, particulièrement pour les PME, peut aider les entreprises maliennes à accéder à de nouveaux marchés (Melitz, 2003). La flexibilité du marché du travail, à travers des réformes et des contrats de travail flexibles, tout en protégeant les droits des travailleurs, est aussi importante pour répondre aux besoins des entreprises (Sissoko E., 2023).

Enfin, le soutien aux secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'énergie renouvelable et le numérique, est fondamental pour stimuler l'investissement et la création d'emplois dans ces domaines clés (Rodrik, 2007).

Ces propositions, si efficacement mises en œuvre, pourraient non seulement répondre aux défis immédiats mais aussi poser les jalons d'une croissance économique durable et inclusive au Mali, contribuant ainsi de manière significative au développement économique du pays.

Cependant, il est important de reconnaître les limites de notre étude. La méthode des quotas utilisée, bien qu'efficace pour notre analyse, peut limiter la « généralisabilité » des résultats par rapport aux méthodes probabilistes. De plus, la taille restreinte de l'échantillon et les conditions extérieures telles que la crise sécuritaire et la pandémie de Covid-19 ont pu influencer nos conclusions.

Malgré ces limites, notre étude enrichit significativement la littérature existante sur le secteur privé malien. Elle pose les bases pour des recherches futures, qui devraient inclure des échantillons plus larges et être menées dans un contexte plus stable pour valider davantage nos résultats. Ces recherches futures devraient se concentrer sur l'identification de solutions innovantes et spécifiques au contexte malien pour surmonter les défis identifiés.

Notre étude contribue sans conteste à la littérature sur le secteur privé malien, en offrant une compréhension approfondie de ses défis uniques et de ses opportunités. Elle souligne la nécessité d'un engagement collectif des acteurs du secteur privé, du gouvernement, et des institutions financières pour exploiter ces opportunités et surmonter les défis. Nous espérons que les insights de cette étude éclaireront les politiques et pratiques, guidant le Mali vers un avenir économique plus florissant et stable.

Références Bibliographiques :

1. Autor, D. H. (2003). Outsourcing at Will: Unjust Dismissal Doctrine and the Growth of Temporary Help Employment. *Journal of Labor Economics*, 21(1), 1-42.
2. Banque Mondiale. (2019). Diagnostic Pays sur le Secteur Privé: Mobiliser le Secteur Privé pour une Relance et une Résilience Économiques. Banque Mondiale.
3. Banque Mondiale. (2020). Rapport "Doing Business".
4. Banque Mondiale. (2021). Doing Business Report.
5. Bartik, A. W., Bertrand, M., Cullen, Z., Glaeser, E. L., Luca, M., & Stanton, C. (2020). The Impact of COVID-19 on Small Business Outcomes and Expectations. *Proceedings of the National Bureau of Economic Research*, Working Paper 27418.
6. Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2008). Finance, Firm Size, and Growth. *Journal of Money, Credit and Banking*, 40(7), 1379-1405.
7. Bernanke, B. S. (2015). The Courage to Act: A Memoir of a Crisis and Its Aftermath. New York: W. W. Norton & Company.
8. Bryman, A. (2016). Social Research Methods.
9. Cadbury, A. (1992). Report of the Committee on the Financial Aspects of Corporate Governance. London: Gee and Co Ltd.
10. Chadli, N., & Aoujil, F. (2023). L'économie sociale et solidaire à l'ère du COVID-19 : acteur incontournable du développement socio-économique. *Revue Internationale du Chercheur*, 4(3).
11. Commission économique pour l'Afrique. (2021). Rapport sur le développement économique en Afrique.
12. Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2011). Designing and Conducting Mixed Methods Research.
13. Dembélé, K., & Sissoko, E. (2021). Impact de la pandémie de COVID-19 sur les PME au Mali. *Éditions IRIS*, 243-279.
14. Flick, U. (2018). An Introduction to Qualitative Research.
15. Keita, M. (2023). Résilience et Adaptation en Période d'Insécurité. *Perspectives Économiques*, Pages 8-14.
16. Khairi, O., & Bennani Tannouche, M. (2023). Et si on parlait de la crise autrement? Étude qualitative: plus de 20 points positifs de la crise du Covid19. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(10).

17. Mali, République du. (2021). Note de présentation. UEMOA Titres 2023.
18. Mali, République du. (2023). Loi des finances rectificative 2023.
19. Mali, République du. (2024). Projet de Loi des Finances 2024.
20. Melitz, M. J. (2003). The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity. *Econometrica*, 71(6), 1695-1725.
21. Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). L'analyse qualitative en Sciences humaines et sociales.
22. Porter, M. E., & Kramer, M. R. (2011). Creating Shared Value. *Harvard Business Review*, Jan-Feb 2011.